

NOTA INTRODUTÓRIA

Jean-Louis Laville

De l'indignation à un nouveau projet politique

Le mouvement des indignés exprime une exaspération légitime à l'égard d'un système qui, après avoir fait exploser les inégalités sociales, exige désormais pour être sauvé des sacrifices se traduisant en particulier par une détérioration des conditions de vie pour les classes moyennes et populaires. Mais les manifestations actuelles sont aussi révélatrices d'un mouvement profond qui témoigne de l'ampleur des réactions de la société face à ce qui est moins une crise qu'une succession de crises. Sur tous les continents en effet un renouveau du fait associatif est sensible depuis plusieurs décennies et il est intéressant d'en retracer la genèse pour mieux comprendre son rôle aujourd'hui.

Dès les années 1960 apparaît une première crise de valeurs. Elle correspond à l'effritement de l'idéologie du progrès, auparavant véritable ciment collectif de notre société depuis le dix-neuvième siècle. Des questions inédites surgissent : remise en cause dans la production des effets pervers du travail en miettes, prise de conscience du caractère aliénant de la société de consommation, protestation contre le déficit de participation chez les usagers de l'État social, interrogation sur les ambivalences de la croissance et les

problèmes écologiques engendrés par celle-ci. Dans cette période, l'affaiblissement du militantisme traditionnel se conjugue avec une diversité d'engagements dans de nouveaux mouvements sociaux qui se fragmentent ensuite en une multitude d'innovations au sein de la société civile que ce soit dans l'agriculture biologique, l'alimentation naturelle, les circuits courts, le recyclage, les énergies renouvelables, le commerce équitable ou les services de proximité. Ces initiatives citoyennes, prenant pour la plupart la forme associative ou adoptant les autres statuts de l'économie sociale (coopératif et mutualiste), se reconnaissent largement au niveau international dans une économie solidaire qui insiste sur la transformation politique par le recours à un modèle économique différent. Au total ce sont des demandes de démocratisation de la société qui se font jour.

Elles vont entraîner de fortes réactions de la part des oligarchies. Dans les années 1980 des auteurs influents comme Samuel Huntington mentionnent le risque d'un excès de démocratie. La remise en ordre économique s'amorce, ce sont les impératifs de compétitivité qui deviennent prioritaires. Une orthodoxie s'impose, résumée dans le consensus de Washington : recours accru à des mécanismes de marché affranchis de régulations étatiques, intervention publique minimale, ouverture accentuée à la concurrence internationale. Le nouveau capitalisme déréglementé s'installe avec son cortège de restructurations productives. Dans ce contexte les actions associatives s'infléchissent vers des modalités plus défensives, il s'agit de lutter contre le chômage et l'exclusion, de préserver l'accès à l'emploi et du revenu.

Au total, si les organisations de la société civile ont compté dans les crises, leur devenir reste incertain, entre transformation et réparation.

Avec le passage à une crise systémique les digues dressées par les initiatives citoyennes peuvent être balayées, emporté par un flot de populisme. Comme l'analyse profonde

de Karl Polanyi sur les années trente l'enseigne, le glissement vers une société de marché s'avère tellement insécurisant et perturbant qu'il engendre une tentation autoritaire, alimentée par les crispations identitaires et nourrie par des haines de l'autre. La régression sociale peut donc être brutale, elle peut également être plus insidieuse. L'éloge sans nuances du marché devenant difficile après 2008, plusieurs gouvernements adoptent une nouvelle approche. Les associations y sont converties en un sous-service public, elles deviennent un biais pour favoriser le désengagement de l'État. Elles sont par ailleurs reconfigurées sur le modèle privé, celui du social business, censé faire des agents efficaces de la moralisation du capitalisme. Derrière la compassion et la bienveillance se profile une néo-philanthropie qui remplace la solidarité publique par les fondations et entreprises patronnesses. La caricature à cet égard est le projet de « Big Society » porté par Cameron : ses diatribes contre l'État et son idéalisation de la société l'ont amené à supprimer les trois quarts des crédits pour l'aide sociale dans des quartiers comme Tottenham ; les effets sont spectaculaires, à la fois des émeutes et un taux de chômage de 35 %.

Cependant la société civile n'a pas vocation à être instrumentalisée. Elle peut à l'inverse être considérée comme un interlocuteur légitime et dans ce cas un nouveau projet politique peut se dessiner. Il suppose d'abord de ne plus réduire l'économie à la dynamique capitaliste. Se placer dans la dépendance à cette dernière est la grande faiblesse historique de la social-démocratie, indexant la justice sociale sur le résultat de la croissance marchande. Il est temps que soient valorisées des formes de production et de distribution des biens et services autres que celles fondées sur le profit. Ainsi l'économie sociale et solidaire ne peut plus être ignorée alors qu'elle a créé en France plus d'emplois (380 000) dans les dix dernières années que les entreprises à but lucratif. L'enjeu est de rééquilibrer l'économie non seulement en

régulant à nouveau l'économie internationalisée mais aussi en augmentant le volume de l'économie marchande territorialisée comme de l'économie sociale et solidaire, plus ancrées dans le local et plus attentives aux populations. C'est cet objectif qu'ont entériné des pays d'Amérique latine en initiant des politiques publiques pour l'économie solidaire. La Bolivie et l'Équateur soulignent même dans leurs nouvelles constitutions qu'une démocratisation de la société passe par une économie plurielle ajoutant l'économie solidaire aux secteurs privé et public. Ce nouvel horizon est lié à la notion de « bien-vivre » qui se substitue à la recherche de croissance maximale, la démarcation par rapport au productivisme passant par un travail sur l'élaboration de nouveaux indicateurs de richesse.

Cette orientation nécessite en outre de ne pas se contenter du social-libéralisme d'une gauche résignée. Tournant le dos à une privatisation de la solidarité, il importe au contraire d'affirmer la complémentarité de deux modalités de la solidarité démocratique l'une fondée sur le droit et la redistribution publique, l'autre sur le lien civil et la réciprocité égalitaire. Les acquis de l'État social comme des politiques keynésiennes sont à compléter par un souci de participation qui peut prendre appui sur toutes les expériences d'auto-organisation et d'entraide. Dans un moment de tension extrême les pouvoirs publics ne peuvent consolider la démocratie représentative qu'en soutenant avec force des initiatives citoyennes et en élargissant la sphère publique. Un dialogue civil est à impulser pour relancer le dialogue entre partenaires sociaux comme pour l'ouvrir à des citoyens mobilisés pour la défense de la démocratie contre l'économisme.

Envisager l'économie au-delà du marché et le politique au-delà de l'État est nécessaire pour retrouver une capacité de changement social. Une nouvelle alliance entre les pouvoirs publics et la société contre la démesure du capital est à concevoir comme le fondement concret d'un nouveau projet

politique crédible, qui évite les deux écueils du technocratie sans perspectives et de la révolte sans lendemains.

Face à l'ampleur de la crise, le choix fait dans ce dossier est de se tourner vers cette autre économie qu'est l'économie sociale et solidaire pour aborder ses potentialités et ses limites. Il s'agit sans aucune idéalisation d'envisager comment un autre modèle socio-économique différent est déjà en train de se mettre en place pour éclaircir ce qui reste largement dans l'ombre d'un système dominant qui vacille.

Le premier texte de J. L. Coraggio présente une synthèse de situations nationales dans un continent sud-américain au sein duquel se sont mises en place des politiques publiques à l'égard de l'économie sociale et solidaire.

Changement de perspective avec L. Muera : on passe de l'analyse macro-économique à l'analyse micro-économique. Il souligne dans une analyse d'expériences colombiennes quelques-uns des problèmes posés dans les coopératives de ce pays.

Les ambiguïtés présentes ne doivent pas cacher les opportunités et B. Lévesque décrit à cet égard à propos du secteur de la petite enfance au Québec comment l'économie sociale et solidaire peut aider à inventer une nouvelle génération de service public, à l'encontre des oppositions souvent faites entre service public d'une part, économie sociale et solidaire d'autre part.

Enfin, M. de Nanteuil complète ces apports pratiques par des apports plus conceptuels sur la contribution de l'économie sociale et solidaire à la théorie critique.

Jean-Louis Laville

Professeur du CNAM

Vient de publier : Agir à gauche - L'économie sociale solidaire

Éditions DDB